

L'intégration industrielle dépasserait les 3 milliards de dollars

Sur les 9 milliards d'investissements prévus dans le solaire, au moins 30% devront être générés par des investissements marocains à travers l'acquisition de biens, fournitures, travaux et services auprès des entreprises marocaines.

Le plan solaire vise la réalisation d'un programme de grande envergure de production d'électricité à travers une capacité installée minimale de 2.000 MW à l'horizon 2020. Ce plan nécessitera un investissement colossal estimé à 9 milliards de dollars. Raison pour laquelle, dans le solaire, le Royaume est déterminé à ne pas être un simple consommateur de technologies ou importateur des équipements et de l'expertise, mais plutôt un acteur industriel. Et c'est Abderrahim Hafidi, qui l'affirme. Le secrétaire général du ministère de l'Énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, s'exprimait en février dernier lors de la session plénière solennelle annuelle 2014 de l'Académie Hassan II des sciences et techniques organisée à Rabat.

Selon lui, le Maroc maintiendra sa stratégie d'intégration industrielle contre vents et marées, notamment lors des négociations avec les bailleurs de fonds. Une analyse de l'Agence française de développement confirme l'importance de cette composante pour le Maroc. Selon cette analyse, le gouvernement est conscient du poids budgétaire de son engagement dans l'énergie solaire, mais considère que les bénéfices attendus – de moindre dépendance aux énergies fossiles importées et d'effets induits sur l'industrialisation du pays et la création d'emplois – compensent largement ces coûts.

Déjà pour Noor I, la barre des 30% sera largement dépassée. L'objectif est d'arriver à terme à plus de 50%.

L'Agence marocaine pour l'énergie solaire (Masen), société à capitaux publics créée en 2010 pour la mise en oeuvre du plan solaire, est ainsi chargée de la mise en place d'un programme intégré. La réalisation du plan solaire s'accompagne d'une stratégie d'intégration industrielle, comme composante essentielle de ce plan, mais aussi de la mise en place d'une filière de recherche et développement et de mesures d'accompagnement pour la formation. Le tout pour relever ce défi d'intégration locale.

Dans cette perspective, Masen souhaite promouvoir une industrie compétitive et encourager l'émergence et le renforcement d'opérateurs sur les différents maillons de la chaîne du secteur des énergies renouvelables en particulier solaire. L'idée est de générer de la valeur ajoutée et de créer des emplois pour l'économie nationale à court et moyen terme.

À cet effet, Masen a choisi une démarche de mise en oeuvre progressive en travaillant avec l'ensemble des partenaires afin de réunir les conditions devant concourir à l'émergence d'une filière industrielle solaire nationale compétitive. C'est ainsi qu'il est envisagé de prévoir, à l'occasion de chaque projet, des modalités d'intégration industrielle locale. Les soumissionnaires sont donc invités, dans le cadre des appels d'offres liés aux différents sites prévus (Ouarzazate, Midelt, Tata,

Foum Al Oued, Boujdour et Sebkhah Tah) à soumettre une proposition de mesures permettant d'atteindre, par le soin d'un ou plusieurs membres du consortium, seul ou en partenariat avec un tiers, l'objectif de taux d'intégration industrielle fixé.

Selon une source au sein de Masen, sur les 9 milliards d'investissements prévus dans le solaire, au moins 3 milliards devront être générés par des investissements marocains à travers l'acquisition de biens, fournitures, travaux et services auprès des entreprises marocaines. S'agissant du premier projet du site d'Ouarzazate (Noor I d'une capacité de 160 MW sur un total de 500 MW dont la construction a été confiée par la société de projet Acwa Power Ouarzazate au groupement espagnol composé des entreprises Acciona, Sener et TSK), il a été convenu qu'un minimum de 30% du montant de l'investissement soit consacré à l'acquisition de biens et services avec une valeur ajoutée nationale auprès des entreprises locales. Cela représente environ 300 millions de dollars sur un investissement total de près de 1 milliard pour Noor I.

Spécialisation technologique

L'ambition étant de porter ce taux (de 30%) au fur et à mesure du déploiement du plan solaire à des niveaux de plus en plus importants, et ce donc, au bénéfice de la production locale et de la création d'emplois. Selon Mustapha Bakkoury, le pari de l'intégration industrielle sera gagné. Déjà pour Noor I, la barre des 30% sera largement dépassée pour atteindre 35% environ. L'objectif pour le patron de Masen est d'arriver à terme à un taux d'intégration de plus de 50%.

En fait, il n'y a pas que le Maroc qui croit en sa capacité. Une étude financée par le fonds ES-



Une étude financée par le fonds ESMAP révèle des résultats encourageants pour le pays.

PH. DR

ment Assistance Program : un programme de la Banque mondiale d'assistance à la gestion du secteur énergétique) révèle des résultats encourageants pour le pays.

Selon l'Agence française de développement (l'un des principaux bailleurs de fonds pour le programme Noor), cette étude estime que le tissu industriel marocain existant permet d'atteindre, moyennant une spécialisation technologique, un taux d'intégration locale de 30% à l'horizon 2015 et de 50% en 2020, sans risque de renchérissement du prix du kWh. De même, le cumul du nombre d'emplois qui seraient créés durant les phases de construction, fabrication et d'exploitation des 2000 MW du programme solaire atteindrait 11.000 en 2020. Avec un scénario de développement industriel local, l'étude estime en outre que le plan solaire permettrait de créer une valeur ajoutée d'un montant cumulé équivalent à 4,6 milliards de dollars.

Comment procède alors Masen pour gagner le pari de l'intégration industrielle ?

Afin d'encourager la création de filières productives et compétitives dans le domaine, le Royaume s'est doté d'une offre industrielle associée au plan

solaire destinée aux industriels nationaux et internationaux, comportant un ensemble d'incitations telles que l'accès à l'infrastructure (foncier aménagé) et la contribution aux frais de formation. L'idée est d'attirer des entreprises locales et étrangères à investir dans ce secteur en se positionnant sur les différents maillons de la chaîne de l'énergie solaire. C'est l'une des raisons pour laquelle, par exemple, le groupe espagnol Invertaresa a choisi de créer en 2013 une filiale à Casablanca, dénommée Made industrielle Maroc.

Destinée à la production de structures métalliques, principalement pour le secteur thermosolaire, cette filiale travaille dans le projet de fabrication, de galvanisation et les approvisionnements des équipes spécialisées de torques tubes pour la centrale Noor I. De son côté, Masen a programmé plusieurs activités afin de favoriser l'émergence d'une filière industrielle solaire compétitive au Maroc. Au moins deux grandes actions ont déjà été lancées sur ce volet : le projet «Cartographie des entreprises locales ayant un potentiel de développement dans les technologies solaires» et le premier cluster solaire marocain. ♦

M.B.H